



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2024-09- 20 - 00002

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

SAS FOURMENT ET FILS

420 route de Montauban

ZI Les Tendolles

82290 LA VILLE-DIEU-DU-TEMPLE

exploitation d'une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la
réutilisation de déchets dangereux et non dangereux

article L.171-8 du Code de l'environnement

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L. 511-1 et L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1975, modifié, autorisant Monsieur FOURMENT à exploiter une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non-dangereux et de déchets dangereux située 420 route de Montauban – ZI Les Tendolles – 82290 LA VILLE-DIEU-DU-TEMPLE ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 12/08/2024, transmis à l'exploitant le 14/08/2024 par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations sur le présent projet d'arrêté dans un délai de quinze jours ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant suite à l'envoi du courrier du 12/08/24 susmentionné ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est concerné, de par ses activités soumises à la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE, par l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité qui demande la réalisation de trois campagnes de mesure des PFAS dans les rejets aqueux ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel susvisé impose la réalisation des analyses PFAS et AOF sous un délai de neuf mois ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel susvisé impose la transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection des installations classées via le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté du 28 avril 2014 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis des résultats d'analyses dans le délai prescrit ;

CONSIDÉRANT que ces campagnes doivent être engagées le plus rapidement possible pour répondre à la campagne nationale de recherche des PFAS dans les rejets et déterminer si le site peut être à l'origine de rejets en PFAS dans les eaux ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de réaliser ces campagnes de recherche de PFAS dans les rejets.

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Mise en demeure

La SAS FOURMENT ET FILS, qui exploite une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets dangereux et non dangereux, 420 route de Montauban – ZI Les Tendolles – 82290 LA VILLE-DIEU-DU-TEMPLE, est mise en demeure, de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des vingt PFAS cités dans l'arrêté) pour les trois campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS ainsi que les dates prévisionnelles des trois prélèvements ;
- les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne ;
- dans un délai de cinq mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des trois campagnes d'analyses seront déclarés dans GIDAF.

ARTICLE 2 : Délais

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant.

ARTICLE 3 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Information des tiers

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne, pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne, dont une copie sera transmise au maire de La Ville-Dieu-du-Temple et notifiée à la présidente de la SAS FOURMENT ET FILS.

A Montauban, le **20 SEP. 2024**

Le préfet

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Edwige DARRACQ

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, notamment son article L.171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 MONTAUBAN.

Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.